

**Conseil Municipal**  
**du 30 mars 2017**  
 ✧ ✧ ✧ ✧ ✧  
**Procès verbal de réunion**

N°	Intitulé
1	Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal – Résultats 2016 – Reprise par anticipation
2	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe pompes funèbres – Résultats 2016 – Reprise par anticipation
3	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe crématorium – Résultats 2016 – Reprise par anticipation
4	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2016 – Reprise par anticipation
5	Finances – Fiscalité directe locale – Adoption des taux 2017
6	Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal – Approbation
7	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe des pompes funèbres – Adoption
8	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe du crématorium – Adoption
9	Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe de l'eau et de l'assainissement – Adoption
10	Enseignement – Crédits scolaires 2017
11	Affaires scolaires – Exercice 2017 – Attribution de subventions à l'OGEC Don Bosco
12	Finances – Exercice 2017 – Attribution d'une subvention de fonctionnement au centre communal d'action sociale
13	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations sportives
14	Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à l'Association Les Possibles
15	Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations
16	Dénomination de la nouvelle voie desservant le centre aquatique La Vague
17	Mise à disposition du public du projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement
18	Signature de la contribution pour l'extension du réseau public de distribution électricité La Guesnière / La Sérardière / La Grande Bretonnière
19	Tarifs jumelage
20	Détermination des indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués

21	Ressources humaines – DEJS Création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe – DST Suppression du poste d'adjoint technique principale de 1ère classe
22	Ressources humaines – Remboursement d'une redevance de code de la route à M. BROSSARD Ludovic
23	Ressources Humaines – DEJS – Création d'un poste d'aide cuisine en contrat d'avenir
24	Chambre Régionale des Comptes – Suites données aux recommandations

## **RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION**

23/02/17	Morgane MEZIERE	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
----------	-----------------	---	--------------

## **DECISIONS MUNICIPALES**

M. le MAIRE rend compte des décisions municipales intervenues depuis la dernière séance du Conseil Municipal, ce en application des dispositions des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement de la délibération par laquelle le Conseil Municipal lui a délégué une partie de ses attributions :

18/01/2017	Indemnité de sinistre
09/03/2017	Montant location logement

## **Extrait du registre des arrêtés du Maire**

2017.01	09/01/2017	Arrêté de délégation mariage
2017.02	14/03/2017	Arrêté de péril ordinaire

## **Conventions agricoles**

Convention Collect	Locataire	Nom	Commune siège exploitation	Superficie en ha	Montant à payer Indice de fermage 2017 : 109,59€
VDM	GAEC DE LA PORTE	FAUCON Benoît	MAYENNE	1,4004	153,47 €
VDM	EARL Ia Blottière	MASSEROT Bertrand	MAYENNE	1,502	164,60 €
VDM	GAEC LES BASSES ROUZIERES	GALLIENNE Patrice	MAYENNE	5,641	618,20 €
VDM	GAEC DE LA PERRIERE	GALLIENNE Thierry	MAYENNE	5,8518	641,30 €
VDM	GAEC Les Frênes	LAMIRE Pierre	CHATILLON SUR COLMONT	6,3186	692,46 €
VDM	M. BOUTRUCHE	BOUTRUCHE Ludovic	COMMER	9,5598	1 047,66 €
VDM	VIREFOLET Mathieu	VIREFOLET Mathieu	MAYENNE	4,5548	499,16 €
			TOTAL	34,8284	3 816,84 €
	<b>Convention Prêt à usage</b>				
VDM	EARL Ia Blottière	MASSEROT Bertrand	MAYENNE	0,587	
VDM	EARL Ia Blottière	MASSEROT Bertrand	MAYENNE	0,3069	
VDM	GAEC LES BASSES ROUZIERES	GALLIENNE Patrice	MAYENNE	1,82	
VDM	GAEC LES BASSES ROUZIERES	GALLIENNE Patrice	MAYENNE	1,38	
			TOTAL	4,0939	

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	32	L'an deux mille dix-sept, le 24 mars, M. ANGOT, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal, à 20 heures.
Conseillers présents ou représentés	28	
Contre	0	
Pour	28	
Abstention	0	
Quorum	17	

### Séance du 30 mars 2017

#### Assistaient à la séance :

M. ANGOT, Maire, M. BOURGUIN, Mme BELLON, M. LANDEMAINE, Mme LANCIEN, M. LESAIN, Mme BAR, M. LE SCORNET Adjoints ; Mme LODE, M. CORDIER, Mmes RAMADANE, CREUSIER, VIDY, MM. LAVANDIER, MARTINEZ-PEREZ, PAILLASSE, Mmes TRIPOTEAU, LEFEBVRE, ADAM, MM. EBALE NLO, FAUCON, TROUILLET conseillers municipaux.

#### Excusés :

M. ORDRONNEAU donne pouvoir à M. LESAIN  
Mme PELE donne pouvoir à Mme CREUSIER  
M. MORIN donne pouvoir à M. BOURGUIN  
M. REBOURS donne pouvoir à M. ANGOT  
Mme BEUNEUX donne pouvoir à M. LANDEMAINE  
Mme COUTURIER donne pouvoir à Mme BELLON

Mmes OLIVIER, COME, M. LAURENT, Mme BURGEOT.

Mme RAMADANE a été désignée comme secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Les procès-verbaux des Conseils Municipaux du 2 février et du 2 mars ont été adoptés à l'unanimité.

\*\*\*\*\*

#### **1 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal – Résultats 2016 – Reprise par anticipation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### M. LESAIN expose :

Il est exposé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.  
Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

#### **RÉSULTATS 2016** (avec affectation au résultat)

BUDGET GÉNÉRAL	
<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>	
Résultat de fonctionnement reporté	3 274 112,15 €
Recettes de l'année	18 913 835,33 €
Dépenses de l'année	- 16 425 584,01 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>5 762 363,47 €</b>

<b>RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat d'investissement reporté	- 1 238 650,57 €
Recettes de l'année	2 988 167,58 €
Dépenses de l'année	- 3 505 130,49 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>- 1 755 613,48 €</b>

Restes à réaliser dépenses	1 144 100,39 €
Restes à réaliser recettes	45 400,00 €
<b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b>	<b>2 854 313,87 €</b>

<b>DISPONIBLE :</b>	<b>2 908 049,60 €</b>
---------------------	-----------------------

**M. le Maire :** " C'est un résultat tout à fait convenable. Il y a eu de gros efforts de chacun malgré la baisse des dotations. Merci à tous ceux qui se sont investis."

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- affecte au budget général la somme de 2 908 049,60 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- constate que l'affectation minimum au résultat d'investissement du budget général est de 2 854 313,87 €
- et reprend la somme de 1 755 613,48 € au c/001 solde d'exécution négatif de la section d'investissement reporté du budget général.

**2 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe pompes funèbres – Résultats 2016 – Reprise par anticipation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**Mme LODE expose :**

Le Code Général des Collectivités Locales, notamment l'article L 2311-5, et l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur, donnent aux communes la possibilité de reprendre au budget par anticipation les résultats de l'exercice antérieur (2016), sans attendre le vote du compte administratif.

**RÉSULTATS 2016**  
(avec affectation au résultat)

BUDGET ANNEXE POMPES FUNÈBRES	
<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>	
Résultat de fonctionnement reporté	228 804,13 €
Recettes de l'année	789 205,16 €
Dépenses de l'année	-710 443,84 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>307 565,45 €</b>

<b>RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat d'investissement reporté	-1 604,80 €
Recettes de l'année	72 487,67 €
Dépenses de l'année	- 80 783,07 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>- 9 900,20 €</b>

*Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :*

- affecte au budget annexe la somme de 297 665,25 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 9 900,20 € au c/001 solde d'exécution négatif de la section d'investissement reporté du budget annexe des pompes funèbres.

**3 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe crématorium – Résultats 2016 – Reprise par anticipation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**Mme LODE expose :**

Le Code Général des Collectivités Locales, notamment l'article L 2311-5, et l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur, donnent aux communes la possibilité de reprendre au budget par anticipation les résultats de l'exercice antérieur (2016), sans attendre le vote du compte administratif.

**RÉSULTATS 2016**  
(avec affectation au résultat)

<b>BUDGET ANNEXE CREMATORIUM</b>	
<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>	
Résultat de fonctionnement reporté	776 812,97 €
Recettes de l'année	452 298,86 €
Dépenses de l'année	-186 509,99 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>1 042 601,84 €</b>

<b>RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat d'investissement reporté	- 32 737,36 €
Recettes de l'année	+ 152 217,66 €
Dépenses de l'année	- 37 543,97 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>81 936,33€</b>

Restes à réaliser dépenses	- 524 560,70 €
<b>BESOIN DE FINANCEMENT :</b>	<b>442 624,37 €</b>

**M. le Maire :** " Pouvez-vous faire le point sur les investissements et notamment le four ?"

**Mme LODE :** " Le nouveau four a été remis en service mardi dernier. On a redémarré sans problème. Pendant l'absence du four les personnes allaient au Mans. Le transport était gratuit. Il y a eu environ une quinzaine. Il n'y a pas eu de soucis au niveau des familles. Le travail de filtration va maintenant démarré. Il sera vraiment en fonction début juin."

**M. le Maire :** " C'est un investissement pour combien de temps ?"

Mme LODE : " Le dernier date de 8 ans mais il fallait le changer car les normes ont changé."

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- affecte au budget annexe la somme de 599 977,47 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté,
- constate que l'affectation minimum au résultat d'investissement du budget annexe est de 442 624,37€,
- et reprend la somme de 81 936,33 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe crématorium.

**4 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2016 – Reprise par anticipation**

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017

M. LANDEMAINE expose :

Le Code Général des Collectivités Locales, notamment l'article L 2311-5, et l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur, donnent aux communes la possibilité de reprendre au budget par anticipation les résultats de l'exercice antérieur (2016), sans attendre le vote du compte administratif.

**RÉSULTATS 2016**

(avec affectation au résultat)

<b>BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT</b>	
<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :</b>	
Résultat de fonctionnement reporté	+ 212 110,35 €
Recettes de l'année	558 525,14 €
Dépenses de l'année	- 421 890,53 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>+ 348 744,96€</b>
<b>RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat d'investissement reporté	+ 91 797,87 €
Recettes de l'année	+ 614 211,23 €
Dépenses de l'année	- 540 843,56 €
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE :</b>	<b>+ 165 165,54€</b>
Restes à réaliser dépenses	- 187 250,44 €
Restes à réaliser recettes	+ 85 790€
<b>EXCÉDENT DE FINANCEMENT :</b>	<b>63 705,10 €</b>

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- affecte au budget annexe la somme de 348 744,96 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 165 165,54 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe eau et assainissement.

**5 - Finances – Fiscalité directe locale – Adoption des taux 2017**

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017

M. LESAINTE expose :

Conformément à l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation qui sont ensuite appliqués aux bases fiscales afin d'obtenir le produit de la fiscalité locale.

Les bases fiscales de la commune, sont évaluées au titre de 2017 à partir des bases définitives 2016 comme ci-après :

	Bases définitives 2016	Variation estimée	Bases 2017(*)
Taxe d'habitation	18 449 645 €	1,50 %	18 726 392 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	19 429 299 €	1,50 %	19 720 736 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	127 387 €	-0,50 %	126 749 €
<b>TOTAL</b>	<b>38 006 331 €</b>	<b>1,18 %</b>	<b>38 456 400 €</b>

(\*) Chaque année, la Loi de finances détermine une revalorisation nationale des bases fiscales. Pour 2017, le coefficient de revalorisation de bases des trois taxes retenu est de 1,004 ( soit une hausse de 0,4%). La part restante de la variation estimée correspond à l'évolution physique des propriétés : constructions nouvelles, démolitions, modifications des locaux.

Le budget primitif est élaboré sur la base d'un maintien des taux des trois taxes. Ainsi, le produit fiscal 2017 ressort à **6 363 351 €**.

	Taux 2016	Taux 2017	Produit fiscal 2017
Taxe d'habitation	13,04 %	13,04%	2 441 922 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	19,62 %	19,62%	3 869 208 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	41,20 %	41,20%	52 221 €
<b>Produit total 2017</b>			<b>6 363 351 €</b>

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, maintient les taux à leurs niveaux de 2016 :**

- **Taxe Habitation : 13,04 %**
- **Taxe Foncier bâti : 19,62 %**
- **Taxe Foncier non bâti : 41,20 %**

#### **6 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget principal – Approbation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### **M. LESAINT expose :**

Le budget primitif principal 2017 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>			
<b>DÉPENSES</b>		21 128 477,00 €	

<b>RÉSULTAT 2016</b>	2 908 049,60 €		<b>21 128 477,00 €</b>
<b>RECETTES</b>		18 220 427,40 €	
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>			
<b>DÉPENSES</b>	1 144 100,39 €	6 449 735,13 €	<b>9 349 449,00 €</b>
<b>RÉSULTAT 2016</b>	1 755 613,48 €		
<b>RECETTES</b>	45 400,00 €	9 304 049,00 €	<b>9 349 449,00 €</b>

La présentation de ce budget fait suite, au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil Municipal du 2 mars dernier et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ( article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget principal tel qu'il est présenté.**

**7 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe des pompes funèbres – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**Mme LODE expose :**

Le budget annexe du service des Pompes Funèbres 2016 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		1 083 665,25 €	1 083 665,25 €
RÉSULTAT 2016	297 665,25 €		1 083 665,25 €
RECETTES		786 000,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		447 265,25 €	457 165,45 €
RÉSULTAT 2016	9 900,20 €		
RECETTES		457 165,45 €	457 165,45 €

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

**Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, l'avis favorable du conseil d'exploitation qui s'est réuni le 8 mars dernier et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe du service des Pompes Funèbres tel qu'il est présenté.**

**8 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe du crématorium – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**Mme LODE expose :**

Le budget annexe du service du crématorium 2017 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		283 000 €	283 000,00 €
RÉSULTAT 2016		890 000,53 €	1 489 978,00 €
RECETTES		599 977,47 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	524 560,70 €	107 000,00 €	631 560,70 €
RÉSULTAT 2016	81 936,33 €		631 560,70 €
RECETTES		549 624,37 €	

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

*Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, l'avis favorable du conseil d'exploitation qui s'est réuni le 8 mars dernier et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe du service du crématorium tel qu'il est présenté.*

**9 - Finances – Budget primitif 2017 – Budget annexe de l'eau et de l'assainissement – Adoption**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**M. LANDEMAINE expose :**

Le budget annexe de l'eau et de l'assainissement 2017 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré, après reprise anticipée des résultats 2016 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		901 825,00 €	901 825,00 €
RÉSULTAT 2016	348 744,96 €		901 825,00 €
RECETTES		553 080,04 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	187 250,44	1 027 284,56€	1 214 535,00 €
RÉSULTAT 2016		165 165,54 €	1 214 535,00€
RECETTES	85 790,00 €	963 579,46 €	

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

*Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget annexe eau et assainissement tel qu'il est présenté.*

## 10 - Enseignement – Crédits scolaires 2017

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

### Mme BELLON expose :

Il vous est proposé de fixer les crédits scolaires alloués aux écoles publiques de Mayenne en conformité avec le budget primitif voté ce jour soit pour l'année 2017 les sommes ci-après:

- ✓ crédit scolaire par élève : 26,55 €
- ✓ crédit scolaire par classe pour le matériel d'enseignement : 157 €
- ✓ crédit scolaire par classe CLIS : 345 €
- ✓ crédit téléphone (hors internet) : 408 € (sauf Jules Ferry 510 €)
- ✓ crédit consommables informatiques par élève : 1,44 €
- ✓ crédit photocopieur par élève de maternelle : 2,13 €
- ✓ crédit photocopieur par élève de primaire : 4,26 €

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe les crédits scolaires 2017 comme indiqué ci-dessus.**

## 11 - Affaires scolaires – Exercice 2017 – Attribution de subventions à l'OGEC Don Bosco

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

### Mme BELLON expose :

Il vous est proposé d'attribuer pour l'exercice 2017, deux subventions à l'OGEC Don Bosco pour les motifs suivants :

- un crédit de 41 000 euros inscrit pour la participation aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat de Mayenne dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires et
- un crédit de 45 000 euros inscrit pour la participation de la Ville au fonctionnement des cantines privées.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, attribue ces deux subventions à l'OGEC Don Bosco.**

## 12 – Finances – Exercice 2017 – Attribution d'une subvention de fonctionnement au centre communal d'action sociale

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

### Mme LANCIEN expose :

Il est proposé de fixer le montant de la subvention de fonctionnement alloué au CCAS pour l'exercice 2017 à 440 000 € ( c/657362).

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, attribue une subvention de fonctionnement au CCAS d'un montant de 440 000 € au titre de l'exercice 2017.**

## 13 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations sportives

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

### Mme TRIPOTEAU expose :

Il vous est proposé d'attribuer des subventions de fonctionnement aux associations listées ci après pour un montant total de 153 497 € au titre de l'exercice 2017.

Association	montant proposé
<b>Associations de Loisirs</b>	<b>1 343 €</b>
- Club Bouliste Mayennais	220 €
- Cyclo Club Mayennais	304 €
- Club Subaquatique	520 €
- Pêcheurs Sportifs Mayennais	149 €
- Top Form	150 €

Association	montant proposé
- Tennis de table championnat pro A	10 500 €

Association	montant proposé
<b>Associations participant à compétition</b>	<b>141 654 €</b>
- A.S.M. - Tennis de Table	200 €
- Aéromodélisme	350 €
- Badminton A.M.B.	4 259 €
- CAM Tennis de Table	12 500 €
- CAM Basket	8 218 €
- CAM Athlétisme	15 312 €
- Cercle de Tir Mayennais	3 500 €
- Dauphins Mayennais	7 713 €
- Etincelle Volley	6 681 €
- Etoile Cycliste Mayennaise	13 051 €
- Full Contact Mayenne	458 €
- J.S.P.A Canoé	4 681 €
- Club de voile	1 924 €
- Roller Skating Mayenne	1 311 €
- Judo-Club	13 795 €
- Karaté-Club	1 200 €
- Matria	1 096 €
- Mayenne Handball	6 738 €
- May-Roc Escalade	3 860 €
- Pétanque Mayennaise	940 €
- Pêcheurs de Concours	110 €
- Rugby Olympique	3 245 €
- Stade Mayennais Football Club	22 928 €
- Tennis Club	7 250 €
- Viet Vo Dao	334 €

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, attribue les subventions listées ci-dessus pour un montant total de 153 497 € au titre de l'exercice 2017.**

#### **14 - Budget primitif 2017 – Subvention de fonctionnement allouée à l'Association Les Possibles**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### **Mme BELLON expose :**

Par délibération du conseil municipal datant du 15 décembre 2016, vous avez autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de moyens 2017-2018 avec l'association Les Possibles. De plus, une avance a été prévue pour faire face à ses besoins de trésorerie : 42 209,40 € en janvier et 19 186 € en février et mars 2017.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, confirme le montant de la subvention globale à l'association Les Possibles de 253 255,40 € et la versera selon l'échéancier suivant : 19 186 € chaque mois d'avril à décembre.**

#### **15 - Budget primitif 2017 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### **M. BOURGUIN expose :**

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci après pour un montant total de 43 347 € au titre de l'exercice 2017.**

<b>Association</b>	<b>montant proposé</b>
- Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)	450 €
- Conjointes Survivants de la Mayenne	200 €
- Union Départementale des Associations Familiales 53 (UDAF 53)	300 €
- Conseil Local CNL du Nord Mayenne	500 €
- Ass. Dép. d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales (ADAVIP)	2 300 €
- CDAD Comité Dep d'Accès aux droits	900 €
- Syndicats Unions Locales C.G.T.	500 €
- Syndicats Unions Locales C.F.D.T.	500 €
- Syndicats Unions Locales C.F.T.C.	500 €
- Abeilles Mayennaises	400 €
- Amicale des Employés Communaux	4 930 €
- Prévention routière	200 €
- Association des conciliateurs de justice de la Cour d'Appel d'Angers	100 €
- Maison de l'EUROPE	2 000 €
- Fraternité Amafisoa	200 €
- Opération Villages Roumains Novaci / confiance roumanie	500 €
- 1060 ème section des Médailleurs Militaires	117 €
- Comité Entente Associations Résistance et déportation de la Mayenne (CEDARD)	250 €
- FSE Collèges et Lycées	1 000 €
- UCAVM	8 000 €
- Le Son de Vie	1 500 €

**16 - Dénomination de la nouvelle voie desservant le centre aquatique La Vague**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**M. TROUILLET expose :**

Afin d'attribuer une adresse postale au centre aquatique et de normaliser les adresses des bâtiments du centre de loisirs des Chateliers, il convient de dénommer la nouvelle voie desservant ces espaces.



La municipalité en date du 7 mars 2017 a validé la proposition suivante :

- « Rue du chemin montois »

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, dénomme la voie desservant le centre aquatique La Vague "Rue du chemin Montois".**

#### **17 – Mise à disposition du public du projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### **M. LANDEMAINE expose :**

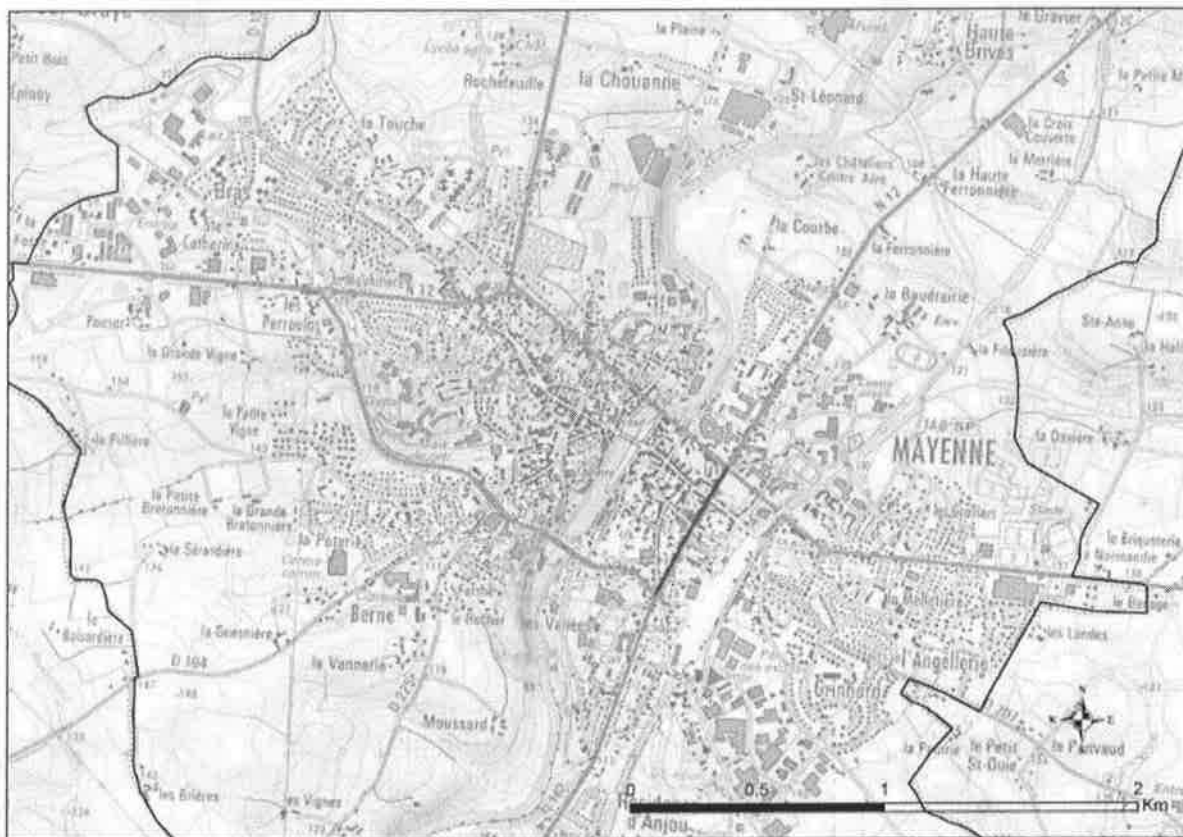
La directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement définit une approche commune à tous les États membres de l'Union Européenne visant à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit dans l'environnement.

Les articles L. 572-1 à L. 572-11 et R. 572-1 à R. 572-11 du code de l'environnement définissent les autorités compétentes pour arrêter les cartes de bruit et les PPBE.

Le présent plan de prévention du bruit dans l'environnement concerne les infrastructures routières relevant de la compétence de la ville de Mayenne au titre de la deuxième échéance de la directive n° 2002/49/CE.

Le plan ci après illustre le tronçon concerné par le présent plan de prévention du bruit dans l'environnement.

Nom de l'infrastructure	Longueur (km)	Début	Fin
Boulevard du Général Leclerc	0,6	Croisement avec RD 35	Croisement avec RD 304



L'élaboration du PPBE prévoit les quatre étapes suivantes :

- une phase de diagnostic a permis de recenser l'ensemble des connaissances disponibles sur l'exposition sonore des populations dans l'objectif d'identifier les zones considérées comme bruyantes au regard des valeurs limites visées par les articles L. 572-6 et R. 572-5 du code de l'environnement et fixées par l'arrêté du 4 avril 2006 ;
- un projet de PPBE présentant notamment les objectifs et mesures de réduction proposés au vu du diagnostic précédent ;
- le projet de PPBE mis à la consultation du public ;
- le document final, accompagné d'une note exposant les résultats de la consultation et la suite qui leur sera donnée constituera le PPBE de la ville de Mayenne.

Le projet de PPBE de la ville de Mayenne a été élaboré par les services de l'Etat et doit aujourd'hui être mis à la consultation du public conformément à l'article L 572-8 du code de l'Environnement et l'article R 572-9 du même code en précise les modalités d'organisation :

- durée de consultation de deux mois ;
- avis mentionnant les lieux, jours et heures de consultation possible à paraître dans un journal local au moins quinze jours avant le début de mise à disposition.

Durant cette période, les intéressés pourront prendre connaissance du dossier à l'Hôtel de ville de Mayenne, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Ils pourront consigner leurs observations sur un registre ouvert à cet effet ou les adresser par écrit à la ville de Mayenne.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise la mise à disposition du public du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de la commune de Mayenne selon les modalités décrites ci-dessus.**

**18 - Signature de la contribution pour l'extension du réseau public de distribution électricité La Guesnière / La Sérardière / La Grande Bretonnière**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**M. LANDEMAINE expose :**

Dans le cadre du projet de lotissement de la Guesnière 2, une contribution financière de 32 652.16 € concernant l'extension du réseau électrique est demandée par ENEDIS. Celle-ci représente 60 % du montant total des travaux.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.**

## **19 - Tarifs jumelage**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

### **M. LAVANDIER expose :**

Les Journées de Jumelage auront lieu à Devizes du 23 au 26 juin 2017.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte un tarif unique de 80 € avec gratuité pour la délégation officielle.**

## **20 - Détermination des indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

### **M. BOURGUIN expose :**

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),  
Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,  
Vu l'article L.2123-23 du CGCT qui fixe de droit le taux de l'indemnité de fonction du maire, le taux peut être inférieur à la demande expresse de ce dernier,  
Vu le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation,  
Vu le décret n°2017-85 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation,  
Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 29 mars 2014 constatant l'élection du maire et de 7 adjoints,  
Vu les arrêtés municipaux en date du 11 août 2014 portant délégation de fonctions à Messieurs/Mesdames les adjoints et conseillers délégués.  
Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints (et des conseillers municipaux) pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,  
Considérant que pour une commune de 13 710 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique ne peut dépasser 65%,  
Considérant que pour une commune de 13 710 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint et d'un conseiller municipal titulaire d'une délégation de fonction en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique ne peut dépasser 27,5 %,  
Considérant en outre que la commune est chef-lieu d'arrondissement et a reçu au cours des trois derniers exercices la Dotation de Solidarité Urbaine,

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

**- fixe le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués comme suit :**

- maire : 58,08 % de l'indice brut terminal de la fonction publique**
- 1er, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème adjoints : 26,82 % de l'indice brut terminal de la fonction publique**
- 6ème et 7ème adjoints : 17,85 % de l'indice brut terminal de la fonction publique**

- les conseillers municipaux délégués : 12,6 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- inscrit les crédits nécessaires au budget communal
- et transmet au représentant de l'État dans l'arrondissement la présente délibération et le tableau annexé récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

Par application du décret n°2017-85 du 26/01/2017, cette délibération prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

FONCTION	SANS LES MAJORATIONS		AVEC LES MAJORATIONS	
	pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique	À titre indicatif : montant mensuel brut au 01/03/2017	pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique	À titre indicatif : montant mensuel brut au 01/03/2017
Maire	36,65	1 418,60 €	58,08	2 248,08 €
1 <sup>er</sup> adjoint	18,9	731,55 €	26,82	1 038,11 €
2 <sup>ème</sup> adjoint	18,9	731,55 €	26,82	1 038,11 €
3 <sup>ème</sup> adjoint	18,9	731,55 €	26,82	1 038,11 €
4 <sup>ème</sup> adjoint	18,9	731,55 €	26,82	1 038,11 €
5 <sup>ème</sup> adjoint	18,9	731,55 €	26,82	1 038,11 €
6 <sup>ème</sup> adjoint	12,75	493,51 €	17,85	690,91 €
7 <sup>ème</sup> adjoint	12,75	493,51 €	17,85	690,91 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Conseiller délégué	12,6	487,70 €	12,6	487,70 €
Total mensuel		9 477,31 €		12 234,38 €

**21 - Ressources humaines – DEJS Création d'un poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe – DST  
Suppression du poste d'adjoint technique principale de 1<sup>ère</sup> classe**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**M. LAVANDIER expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant le recrutement d'un agent d'entretien du centre aquatique et gardien du site des châteliers,

Considérant le grade de l'agent retenu par le jury de recrutement,

Après avis du comité technique paritaire du 20 mars 2017,

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- crée un poste d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017
- et supprime le poste d'agent technique principal de 1<sup>ère</sup> classe libéré par l'agent parti à la retraite.

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

**22 - Ressources humaines – Remboursement d'une redevance de code de la route à M. BROSSARD Ludovic**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

**M. LE SCORNET expose :**

Par délibération du 15 décembre 2016, le conseil a autorisé le remboursement de la redevance de code de la route aux agents se voyant dans l'obligation de repasser l'épreuve théorique dans le cadre de l'exercice de leur mission et ayant effectué le règlement de cette redevance lors de leur inscription conformément à la réglementation ( décret n°2016-516 du 26/04/16 entrée en vigueur le 13 juin 2016).

Un agent du service bâtiment a effectué le paiement de la redevance de code de la route le 16 septembre 2016. Il ne peut donc prétendre au titre de la délibération sus visée au remboursement de la redevance de code de la route.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le remboursement de la redevance code de la route à hauteur de 30 € à M. Ludovic BROSSARD, agent du service Bâtiment.**

### **23 - Ressources Humaines – DEJS – Création d'un poste d'aide cuisine en contrat d'avenir**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### **M. LESAIN expose :**

Depuis le 1er novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur. Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés par contrat aidé.

Le recrutement doit en principe avoir lieu dans des activités ayant soit une utilité sociale ou environnementale, soit un fort potentiel de création d'emplois. Cependant, les collectivités territoriales peuvent recruter même si elles n'appartiennent pas à un secteur identifié comme prioritaire.

Cette démarche nécessite un engagement à former le jeune en interne et rechercher des formations extérieures en lien avec la mission locale et ainsi lui faire acquérir une qualification.

L'aide à l'insertion professionnelle versée par l'État est fixée à 75 % du taux horaire brut du S.M.I.C. Cette aide s'accompagne d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

Après avis du CTP en date du 20 mars 2017,

Considérant la démission de l'agent en contrat d'apprentissage en décembre 2017, la défection d'un candidat après les entretiens et le calendrier scolaire,

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, recrute un agent en contrat d'avenir qui exercera le métier d'aide cuisine à temps complet soit 35h/ semaine pour une durée d'un an renouvelable dans la limite des textes.**

### **24 – Chambre Régionale des Comptes – Suites données aux recommandations**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 5 avril 2017*

#### **M. LESAIN expose :**

Suite au contrôle de la CRC il y a un peu plus d'un an, il est demandé à la collectivité d'effectuer un rapport sur les recommandations faites dans ce rapport un an après.

**Recommandation n°1 – Veiller à l'exacte correspondance des annexes du compte administratif relatives à la dette inscrite aux comptes de gestion**

A ce jour, les comptes administratifs 2016 n'ont pas encore été votés. Nous allons étudier en collaboration avec les services du Trésor public les annexes devant y figurer.

**Recommandation n°2 – Se rapprocher du comptable afin que les états de l'actif correspondent aux inventaires pour tous les budgets de la collectivité**

Comme précisé dans la réponse apportée, nous allons tout mettre en œuvre pour garantir la concordance de ces états. Néanmoins, notre Trésorerie a fusionné le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour coïncider avec le nouveau territoire intercommunal issu de la fusion en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elle est ainsi fortement mobilisée sur l'organisation et l'harmonisation des pratiques sur l'ensemble du nouveau territoire.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ces réponses pour la Chambre Régionale des Comptes.**

-----  
L'ordre du jour étant épuisé, la séance publique est levée à 21 h 30

Vu  
LE MAIRE,  
Michel ANGOT

A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to Michel Angot, the Mayor.

Vu  
LA SECRETAIRE,  
Aline RAMADANE

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Aline Ramadane, the Secretary.